

DE CHACUN SELON SES MOYENS A CHACUN SELON SES BESOINS

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

# LE COMBAT

## C.N.T. SYNDICALISTE A.I.T.

« Tout pouvoir politique, quelles que soient son origine et sa forme, tend nécessairement au despotisme. »

Michel BAKOUNINE

12 AOUT 1965  
NUMERO 362  
0,50 F. LE NUMERO  
37<sup>e</sup> ANNEE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

NOUVELLE SERIE

# ESCLAVE, REVOLTE-TOI!

La presse a récemment appelé l'attention du public sur la pratique de l'esclavage qui est encore admise au grand jour dans un certain nombre de pays. A la lecture d'un dossier préparé à Genève par les enquêteurs de l'O.N.U., nous apprenons qu'il y aurait encore de nos jours deux cent cinquante mille esclaves dans le monde, dix millions de serfs et cinquante millions de femmes et d'enfants réduits à la condition d'objets. Nous apprenons encore que sur les marchés d'esclaves, un enfant vaut cent cinquante francs, une femme dix mille francs et un homme quinze mille.

Nous ne sommes pas d'accord avec ces statistiques, nous les considérons comme largement au-dessous de la réalité, nous les jugeons tout à fait dérisoires.

Le fait de s'abrutir pendant huit heures au minimum sur un travail qui ne présente aucun intérêt et qui de toutes façons, est rémunéré par un pouvoir d'achat qui permet tout juste au travailleur de refaire ses forces pour le lendemain, n'est-ce pas là de l'esclavage? C'est pourtant la condition journalière de bon nombre d'entre nous et ceux qui échappent à cette condition constituent la minorité de privilégiés qui vivent de l'activité des autres.

Le fait d'être obligé, pour se loger tout juste décentement, de signer des traités qui vous enchaînent pour dix ou quinze ans et font de vous une mécanique docile aux mains des exploitateurs, n'est-ce pas là de l'esclavage? C'est pourtant ce à quoi sont obligés tous les jeunes qui veulent, ou qui croient, vivre.

Le fait d'être chaque jour soumis à l'abrutissement collectif de la presse officielle et de la télévision, de la publicité et des slogans politiques qui sont une seule et même chose, n'est-ce pas là l'esclavage le plus hypocrite et le plus dangereux? C'est pourtant la condition de la majorité d'entre nous.

Les esclaves ne sauraient, dans ces conditions, être dénombrés, ils sont millions, milliards, ceux qui sont les victimes d'une organisation économique qui est essentiellement orientée en vue du profit

pour quelques-uns, d'une organisation sociale basée sur les privilèges de quelques-uns et la misère de la majorité, sur la domination d'une minorité de privilégiés sur la masse des travailleurs avec les concours intéressés des syndicats réformistes et des partis politiques qui aspirent à la conquête du pouvoir, c'est-à-dire au droit de disposer des privilèges et de les distribuer, assez parcimonieusement d'ailleurs, à un certain nombre de garde-chiourmes.

Le salariat, c'est l'esclavage économique: aussi sommes-nous pour le salaire unique en attendant que nous puissions le supprimer purement et simplement. Car il est bien évident que lorsque le profit sera supprimé par l'instauration du salaire unique, le salariat lui-même n'apparaîtra plus que comme une inutile formalité.

La religion, c'est l'esclavage intellectuel, l'obscurantisme et la stagnation: nous sommes pour la

liberté cultes et des philosophies tant que cette liberté de chacun ne devient pas l'asservissement de tous à un pouvoir temporel qui justifie l'exploitation de l'homme par l'homme au nom d'un monde futur, qu'il soit chrétien ou marxiste, qui paralyse la volonté d'émancipation du prolétariat en vertu d'un idéal hypothétique. Nous pensons qu'il est possible, en tirant tout le profit collectif amené par les progrès scientifiques et techniques, de

réaliser sur le champ le bien-être de tous.

L'Etat, qu'il se dise capitaliste ou prolétarien, est l'organisme qui codifie et protège par la force tous les privilèges, qui justifie toutes les iniquités et tous les privilèges. C'est pour cela que nous pensons que l'émancipation des travailleurs ne saurait passer par la conquête du pouvoir (et l'instauration de nouveaux privilèges) mais doit résulter nécessairement de la prise de possession

directe et effective, par la communauté des exploités, des moyens de production, de répartition et de consommation.

A l'appareil d'Etat qui n'est que l'organisation des privilèges, il est indispensable de substituer, dans chaque pays, l'organisation fédéraliste qui, par une étude rationnelle des besoins et des possibilités de la production, permet une répartition équitable et logique des richesses de la terre, ces richesses qui sont gaspillées

par le capitalisme pour la seule sauvegarde des profits, c'est-à-dire des privilèges.

Cela sera possible lorsque les travailleurs se rendront enfin compte de l'impotence politique et réformiste, lorsqu'ils prendront conscience que leur émancipation ne saurait être que leur œuvre propre et que le seul moyen d'imposer cette organisation rationnelle de la société réside dans la création d'un mouvement ouvrier authentiquement révolutionnaire qui ne perde pas son énergie à parlementer avec les exploités, ce qui constitue le comble de l'absurdité, mais qui prépare, sur le plan mondial, la révolution sociale qui s'attachera, en premier lieu, au bouleversement total de l'organisation économique.

S'emparer du pouvoir, ce serait créer une nouvelle hiérarchie et de nouveaux privilèges: il s'agit de s'emparer des moyens de production et de consommation. C'est ce que préconisent depuis toujours et malgré toutes les persécutions les anarcho-syndicalistes de la C.N.T.

C'est seulement lorsqu'il n'y aura plus ni patrons ni ouvriers, ni exploités ni exploités qu'on pourra parler de l'abolition de l'esclavage.

Pour l'égalité économique, Pour le communisme libertaire, Révolution sociale!

## ACTIVITÉ DE NOS UNIONS RÉGIONALES

De nombreux camarades et amis avaient, comme tous les ans, répondu présent à notre grand rassemblement au Palais des Sports à Toulouse, et, bien que cette journée ait, encore une fois, marqué la volonté de la C.N.T. de combattre les dictatures en général et le franquisme en particulier, les effusions de joie, l'émotion, les manifestations de sympathie et même de tendresse ne firent pas défaut. C'est bon de se retrouver ou de se retrouver dans cette ambiance saine et cordiale, et c'est, peut-être, ce qui explique qu'on puisse y retrouver des camarades qui n'hésitent pas à faire de longs voyages, même si leur âge ou leur état de santé rendent cette expédition difficile.

Mais, nous le répétons, cette journée était surtout destinée à commémorer un acte héroïque et social qui doit rester, qui restera dans l'histoire des peuples en marche vers leur émancipation: Juillet 1936 en Espagne.

Nous devons tout retenir le sens de cette date pour tout ce qu'il représente d'humanité et d'espoir; mais nous devons aussi le faire connaître autour de nous, à nos générations et à celles qui nous succéderont, afin que cette révolution libérale reste ce qu'elle fut, c'est-à-dire l'aurore, le symbole, l'exemple concret d'une société à évoluer dans la paix, la liberté et la justice sociale. Ce fut le but des trois orateurs qui, le matin de cette journée, monteront à la tribune.

Leurs interventions, riches en exemples et en citations, semblaient éma-

# 25 Juillet à Toulouse

ner d'un même cœur, tant par la similitude des points de vue exprimés que par la note imbue de confiance et d'espoir qui se dégageait de ces trois camarades et nous serions presqu'entendus de ne pas dissocier leurs exposés dans le cadre de ce compte rendu succinct.

Notons toutefois que le camarade Soriano s'est plus particulièrement penché sur les causes qui furent à l'origine de l'écrasement de la révolution espagnole de 1936 et qui nous entraînent dans le conflit mondial de 1940; il cite, pour appuyer son argumentation, le paragraphe final d'un article de Mussolini écrit le 1<sup>er</sup> juillet 1937:

« Le dernier mot, le mot décisif est au canon. Une nouvelle et grande Espagne est en train de surgir dans le sang et les ruines. »

L'orateur fait aussi lecture d'une lettre envoyée par le cardinal Verdier, archevêque de Paris, écrite le 7-IX-1937, et publiée dans la presse catholique et fasciste de l'époque (1). Il fait alors un parallèle entre la lettre de ce « représentant » de la religion catholique et certaines déclarations qui se font de nos jours dans des milieux catholiques comme les J.O.C. et autres C.F.D.T. pour condamner la répression qui, encore de nos jours, sévit en Péninsule ibérique. C'est, dit Soriano, une duplicité habituelle à la religion catholique qui cherche à jouer sur deux tableaux à la fois.

Il préconise ensuite le regroupement de tous les travailleurs, ceux-ci ayant le devoir de réagir contre toute forme de dictature, quel qu'en soit le

lieu où celle-ci se manifeste, mais il conseille la méfiance vis-à-vis des centrales réformistes qui, comme la C.G.T., ne soufflent mot des relations qui existent entre le régime franquiste et les dirigeants soviétiques.

Sa conclusion fut axée sur des paroles d'espoir, car, dit-il, malgré les nombreux obstacles et les embûches que la classe ouvrière rencontrera les nouvelles générations sauront, tôt ou tard, trouver la voie de l'émancipation et de la liberté.

Le camarade Congost développa, en termes très éloquentes, le rôle déterminant joué par la section espagnole de l'A. I. T., pendant la révolution de juillet 1936.

« Le problème économique, dit-il, et de nombreux autres problèmes sociaux furent résolus par le peuple sans aucune intervention de l'Etat, bien que ce fut en période de guerre. Or, aujourd'hui encore, malgré les moyens techniques énormes dont ils disposent, des puissances capitalistes comme les U.S.A., se trouvent face à des situations d'ordre économique ou social et sont incapables de les résoudre. Quant à l'URSS, cette soldat-patrie du prolétariat, elle en est encore à ses épreuves périodiques et s'est vue dans l'obligation de rétablir le principe du profit et d'acheter du blé à l'étranger. »

Rappelant que le peuple espagnol fut victime de la coalition du capitalisme international, il souligne que les choses n'ont guère changé de nos jours. Il cite l'exemple de Saint-Domingue, du Congo, etc.

Il en arrive à cette Espagne meurtrie et tant oubliée qu'il faut aider à se libérer, et, après une longue étude sur les possibilités qui existent, il conclut dans ces termes:

« Nous sommes prêts à tout sacrifier pour rétablir en Espagne les libertés fondamentales du peuple; oui, tout sauf la raison d'être de la C.N.T. et de l'A.I.T. C'est une question de morale et de respect envers tous ceux qui y ont tout sacrifié, même leur vie. »

Il met aussi l'accent sur le double jeu que mène l'Eglise en Espagne, mais il s'attarde surtout sur le problème de l'unité du peuple et sur le vrai sens de l'alliance syndicale. Sa position est nette et sans ambiguïté: « Puisque la C.N.T. suit prouver au monde la valeur d'une société libérale, restons C.N.T. »

Le camarade R. Liarte, qui lui suc-

cède à la tribune et parle au nom de l'A.I.T., s'étend sur les problèmes internationaux de l'heure et analyse la situation du Viet-Nam, de Saint-Domingue et du Congo; il rend hommage à la mémoire de Patrice Lumumba sauvagement assassiné par le capitalisme international comme l'a été en Espagne Humberto Delgado et sa secrétaire. Il reprend à son compte certains arguments déjà cités par les deux autres camarades et les développe ou les transpose sur le plan international.

Parlant de l'alliance syndicale espagnole, il s'en déclare partisan, mais sans renoncer pour cela à ce qu'il a été et doit rester la C.N.T.

Il évoque aussi le comportement exemplaire d'une pléiade de militants anarcho-syndicalistes, et invite l'auditoire à suivre ces exemples et surtout, dit-il, attention, car les politiques feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour les détacher de notre cause et les rattacher à leur politique comme nous l'avons si souvent vu faire.

Il se peut, dit-il pour conclure, qu'il existe quelques fois des divergences entre camarades de la C.N.T., aussi je ne souhaite qu'une chose: c'est que ces camarades, par-dessus toutes les querelles personnelles, voient qu'il existe notre cause commune, notre organisation, notre CNT.

Le mot de la fin fut laissé à un appel qui nous avait été adressé par les Jeunesses libérales ibériques et, après lecture publique, l'acte fut levé pour permettre les préparatifs du gala qui allait se dérouler l'après-midi.

OORRESPONDANT DE LA 6<sup>e</sup> U. R.

(1) Voir lettre ci-dessous.

LETTRE DU CARDINAL VERDIER (archevêque de Paris) AU CARDINAL GOMA (archevêque de Tolède).

ARCHEVÊQUE DE PARIS Paris, le 7 septembre 1937.

Eminence, Permettez-moi d'offrir à votre Eminence et à ses honorés collègues de l'épiscopat nos remerciements et notre admiration, et que votre Eminence excuse un retard qu'une longue absence de Paris m'a imposé.

Sympathie et reconnaissance pour l'Espagne persécutée d'aujourd'hui. La lettre si émouvante que vous nous avez adressée est vraiment une œuvre de lumière!

Avec quelle netteté vous analysez les causes qui ont amené, dans votre pays, l'horrible guerre qui se continue encore!

Quel service vous rendez à toutes les nations du monde, en leur montrant, à la lumière des événements, où nous menent l'athéisme pratique, le relâchement des mœurs, l'affaiblissement de l'autorité et la connivence des gouvernements avec ces doctrines de destruction et de mort!

C'est une leçon singulièrement opportune que vous nous donnez, Eminence!

Dans cette sanglante lumière, nous mesurons mieux les dangers qui nous menacent, et nous voyons plus nettement quelles doivent être notre vigilance et notre action.

N'est-il pas évident que la lutte « titanessque » qui ensangante aujourd'hui le sol de la catholique Espagne est vraiment la lutte entre la civilisation chrétienne et la prétendue civilisation de l'athéisme soviétique?

Où, ce qui est en jeu dans ces luttes c'est l'avenir de l'Eglise catholique et de la civilisation qu'elle a fondée, car ce n'est pas seulement pour l'Espagne catholique et tradi-

VIENT DE PARAITRE: « L'Internationale de 1864 » Libres propos par Hem Day. Editions « Pensée et Action » Prix: 3,00 F. En vente à notre service de librairie. 39, rue de la Tour d'Auvergne.

# Décentralisation

J'entends, depuis ma prime jeunesse, les doléances des gens sur le dépeuplement des campagnes. Le fameux slogan, « Agriculture manquée de bras », date du dernier quart de siècle dernier et a servi de cheval de bataille à plus d'un fougueux tribun de l'une ou l'autre assemblée.

Malgré de belles envolées sur le sujet, rien de sérieux ne fut jamais fait, et, de plus en plus, les paysans, et aussi les ouvriers de la campagne, abandonnent celle-ci pour les grandes villes, et spécialement pour Paris.

Résultat: embouteillages de toutes sortes, dans les grandes villes, et spécialement dans Paris.

S'ajoutant à cela l'énorme production de petits d'hommes qui règne en France (et ailleurs) depuis la Libération, le problème est devenu insoluble. Insoluble, entendons-nous bien, parce que l'on répuge à l'envisager d'un autre point de vue que le point de vue traditionnel, lequel peut se résumer en ceci: « Bah! avec le temps, ça s'arrangera. »

« Ça ne s'arrange pas, hélas, à tel point que les pouvoirs publics, ces fameux pouvoirs publics qui arrivent quelquefois à s'émouvoir de quelque chose, se sont émus de cela.

Et, comme nous sommes en pleine « expansion », et que nous vivons sous le signe de la « grandeur », cela donne lieu à de vastes projets d'urbanisme, à de sensationnelles déclarations, et à de brusques décisions assez ahurissantes pour le commun des mortels.

Car, et c'est là où l'on ne comprend pas, on se garde bien de s'en prendre aux causes du mal, mais seulement aux effets. Les causes, on les connaît depuis longtemps: Manque de modernisation des entreprises agricoles, vétusté et inconfort des habitations campagnardes, manque de stades, de piscines, de bibliothèques, de théâtres, de cinémas et autres lieux de loisirs pour les jeunes. Manque de moyens de transports bon marché, et même, très souvent, manque de travail. A tout cela vient s'ajouter l'attrait compréhensible de la capitale, le désir d'un salaire supérieur pour un travail moins ardu, et, pour beaucoup, le désir ardent de la liberté na-

turellement incluse dans l'anonymat de la ville tentaculaire.

Quant aux effets, tout le monde les connaît et les déplore: manque énorme de logements, d'écoles, d'espaces verts, de moyens de transport, et empoisonnement de l'atmosphère par les gaz d'essence et de mazout.

Alors, en haut lieu, on étudie périodiquement la situation, on décrète au petit bonheur, on réglemente la circulation, on crée de « grands ensembles » et de petites « zones bleues », l'on construit des cages à poules pour familles nombreuses, et l'on allonge chaque jour de quelques centimètres les quelques kilomètres d'auto-route dont certains ont la naïveté de s'enorgueillir!

Tout en sachant, en ce même haut lieu, que ce ne sont là que palliatifs insuffisants et autres emplâtres sur jambes de bois!

Mais, en clamant tout haut que les autres gouvernements n'ont rien fait, et que, dorénavant, cela va changer!

« Mais enfin, me disait dernièrement un fonctionnaire à qui j'exposais mes critiques, que préconisez-vous, qui ne soit, comme vous dites, emplâtre sur jambes de bois? »

« Ce que je préconise! La décentralisation, tout simplement! »

« La décentralisation? Mais tout le monde en parle! »

« Sans doute, mais personne ne sait à juste de quoi il s'agit et les fameux pouvoirs publics qui la préconisent de temps en temps, moins que personne! A la vérité, les gens s'imaginent que décentraliser c'est favoriser le transfert en province de quelques usines particulièrement encombrantes ou nocives, et favoriser la diffusion de manifestations artistiques et culturelles dans l'ensemble de l'hexagone.

C'est tout, et l'on en conviendra, c'est bien peu!

A mon humble avis, et compte tenu de ce que nous sommes encore en régime capitaliste, voici ce qu'il faudrait faire:

Tout d'abord créer, dans le centre de la France, une cité administrative. Choisir un coin agréable et boisé, y construire des bâtiments adéquats, des routes, des aérodromes, et y

transporter, d'un coup, les ministères avec leurs archives et leurs personnels. Et, du même coup, le gouvernement et toutes ses annexes, les chambres, la Cour des comptes et autre Conseil d'Etat, la Banque de France, etc.

En même temps, transférer un peu partout, en des lieux isolés autant que possible, les usines chimiques de toutes sortes qui empoisonnent les cours d'eau et l'atmosphère. En les reconstruisant, bien entendu, de façon

(Suite page 2.)

## Penser aux anciens, c'est penser à nous-mêmes

Ils ont eu le malheur de naître avant nous et d'avoir passé leur existence à produire pour un patron avide et pour nous élever malgré tout la mieux possible. Nous qui sommes jeunes et qui pensons que cette jeunesse et l'enthousiasme qui la caractérise viendront à bout de toutes les difficultés, nous devons penser à eux, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour ce qui risque d'être notre avenir.

Car le jour viendra également pour nous où nous n'aurons pour vivre que l'aumône dérisoire de la Sécurité Sociale de l'Etat capitaliste, octroïte sans en avoir honte aux travailleurs harrassés par une vie de labeur sans joie et sans espoir pendant que les privilégiés qui ont profité de tous les plaisirs de l'existence sur le dos des prolétaires ont droit à une large rétribution à l'heure du repos qui ne change pas grand-chose pour eux, puisqu'ils n'ont été, leur existence durant, que des parasites.

C'est donc dès à présent qu'il nous faut prévoir l'avenir et, au lieu de perdre notre jeunesse dans des plaisirs stériles, nous employer à répandre la vérité, à enseigner la justice et le respect de l'individu, à préconiser l'égalité économique pour tous les travailleurs et, pour ceux qui ne sont plus en mesure de produire, la contribution de la société qu'ils ont

construite pour leur assurer une fin décente.

C'est lorsque nous atteignons l'âge où il nous est donné de juger sans bienveillance nos actions passées que nous prenons conscience des illusions qui ont pu nous tromper et des réalités auxquelles nous aurions dû nous attacher afin de créer un monde meilleur, un monde dans lequel les vieux travailleurs ne seraient pas ces misérables que nous voyons chaque jour terminer une existence de travail forcé et de souffrance dans la misère et au milieu de l'incompréhension générale de ceux que le même sort attend.

Au premier rang des revendications sociales doit se trouver celle visant à faire du vieux travailleur non pas cette chose inutile aux yeux des patrons qui jugent n'avoir plus rien à en tirer mais un être encore valide qui consacra ses dernières années, dans le calme et le repos mérités, à faire profiter les plus jeunes de son expérience.

Si nous luttons pour la justice et la liberté, nous aurons au moins, si nous atteignons l'âge du repos, la certitude que notre existence n'aura pas été inutile et que d'autres mèneront à bien le combat que nous aurons entrepris.

GIL JEAN

# L'homme de demain

Quelle sera la vie de l'homme de demain? Plusieurs ouvrages, études, articles, ont débattu le sujet. Tous sont pessimistes, tous voient un monde où l'homme ne sera plus qu'un robot, où il travaillera d'un travail parcellaire, et il acceptera cette vie avec résignation, presque avec joie. L'homme de demain ne consacrerait plus de temps à la réflexion, à l'étude gratuite, pour le plaisir; il sera une mécanique au service d'autres mécaniques, celles de son usine, de son bureau; il sera esclave de sa voiture, de sa télévision, en un mot, de tout ce que l'homme invente pour se rendre esclave. Il est loin le temps où l'homme pouvait, tel Diogène, vivre dans un tonneau.

Pour posséder tous ces appareils plus ou moins coûteux, l'homme de demain devra travailler beaucoup. Le technicien devra étudier le soir pour se tenir au courant des progrès de sa spécialité, ceci au moins jusqu'à 45 ou 50 ans. L'ouvrier O. S., lui, travaillera au noir, ou fera des heures supplémentaires. N'ayant pas le temps de se cultiver, l'homme de demain n'aura aucun goût pour la lecture sérieuse; déjà fatigué par le travail, ce sera celui d'un bureau ou d'une chaîne de mécanisation, il n'éprouvera comme détente que le besoin de s'évader, prendre la voiture et partir, aller là où il y a la foule, le stade, la plage mondaine, dancing, etc.

Demain, il n'y aura plus de parti politique, il y aura le parti. Les jeunes seront plus ou moins obligés d'y adhérer, grand rassemblement de jeunes où tout leur sera tracé: promesses, jeux, conférences, études économiques ou sociales; non une libre discussion, mais, je dis bien, des conférences, des études. Les jeunes de demain devront probablement défilier en uniforme, musique, drapeaux en tête.

Les hommes de demain qui — ils y en aura, j'ose l'espérer — n'accepteront pas la discipline collective et auront le courage de crier leur désir de vivre libre, auront contre eux non seulement les dirigeants du pays mais aussi la multitude. Déjà, n'en voyons-nous pas les prémices? Déjà, le monde ouvrier n'est-il pas intoxiqué par la voiture, la télé? Déjà, les hommes qui veulent vivre libres et indépendants sont de plus en plus rares; demain ils seront encore moins nombreux.

Mais l'homme de demain, ce peut être aussi l'homme affranchi du tra-

vail dégradant qui, dans l'organisation actuelle de la société, fait de l'ouvrier ou de l'employé une vilaine matière première dont dispose à son gré l'Etat et le patronat. Pour cela, il faut que la science ne soit plus mise au service de l'exploitation de la majorité par une minorité de privilégiés, mais qu'elle soit également bénéfique pour tous.

L'homme de demain, ce peut être l'homme qui aura à la fois vaincu les obstacles que la nature oppose à son évolution et à son bonheur et la cupidité d'autres hommes qui ont cru pouvoir considérer leurs semblables comme des objets.

L'homme de demain, ce peut être l'homme enfin libéré de l'imposture politique et religieuse, de tous les mythes qui en font un esclave, d'une structure économique et sociale qui, pour la sauvegarde du profit, aboutit au gaspillage et à la misère.

La tâche des anarcho-syndicalistes est de préparer les travailleurs à prendre en main l'organisation de la production et de la consommation de telle façon que cet homme de demain devienne une réalité.

G. PIOU

# QUI DOIT ORGANISER LA CONSOMMATION?

Le pouvoir de consommer, qui soulève tant de problèmes dans l'organisation politique actuelle, est, cependant, la chose la plus simple du monde. Ce sont les producteurs, l'état de choses actuel qui l'ont rendu compliqué.

Ils l'ont rendu compliqué afin de pouvoir rester toujours maîtres de la situation.

Pendant que les ouvriers travaillent pour produire, les profiteurs se démenent pour nous compliquer l'existence.

Ils prennent aux uns pour donner aux autres. Ce qu'ils donnent n'est nullement gratuit, ils donnent en échange de services, c'est-à-dire ils payent des valets, lesquels ont pour mission de garder leurs biens et pour compliquer l'existence d'autrui.

Il y a toute une pléiade de gens qui mangent au râtelier, spécialistes dans la confection des lois et des décrets, etc. Ces lois et ces décrets sont d'abord proposés par des conseils spécialisés. D'autres conseils les contrôlent et, enfin, d'autres les approuvent. C'est tout un système. La prolifération de tous ces règlements est tellement grande que les spécialistes chargés de les appliquer ne s'y retrouvent plus. Ce qui finit par donner une base chancelante au système.

Malgré toutes ces complications, toutes les contradictions du système mercantile, celui-ci continue à fonctionner grâce à la propagande savamment orchestrée qui, elle aussi, est

Mes chers camarades,

La Révolution est terminée. Du moins est terminée la période initiale, la période destructive de cette Révolution.

De toute évidence, le plus facile est fait. Il reste à reconstruire, à organiser, à rendre vraiment efficace pour tous cette explosion de la classe ouvrière, de la classe opprimée qui, sans autre appui que sa volonté calme et pacifique, sans autre moyen que celui d'une véritable grève générale, vient d'abattre ce régime exécré, depuis si longtemps odieux à nos yeux de prolétaires.

Nous avons, je le sais, l'appui de la presque totalité de la population, favorablement impressionnée de voir que tout s'est passé dans un calme relatif, sans tumulte ni bagarre, sans incendie, sans meurtre, sans intervention policière, sans destruction d'aucune sorte. En bref, une Révolution comme on n'en a jamais vu, et nous avons le droit de nous montrer fiers de l'œuvre accomplie dans ce court espace de temps qui va du 14 juin au 9 juillet dernier.

Mais vous êtes au courant des faits, et je ne suis pas venu vous faire un exposé de la situation.

Seulement, et je le lis dans vos regards, vous êtes anxieux de savoir ce qui va se passer maintenant; vous avez hâte de connaître les changements, les modifications, et n'avez pas peur des mots, les réformes qui vont être apportées au fonctionne-

ment, à l'administration de la Bibliothèque Internationale.

Vous allez être rapidement fixés. Nous sommes, pour la plupart d'entre nous, les militants syndicaux qui avons préparé le mouvement, des autodidactes, c'est-à-dire des individus avides d'apprendre, avides de savoir, et sacrifiant volontiers leurs loisirs à l'appât de culture qui les habitait. Nous avons beaucoup souffert de ne pouvoir, selon nos désirs, hanter les musées et les bibliothèques, les expositions, les théâtres et les concerts, et comme l'on dit communément, les lieux où souffle l'esprit.

Il nous fallait d'abord travailler, gagner notre pain, gagner notre logement, nous habiller, avant de songer seulement à acheter des livres. Car, et je ne suis pas le premier à le dire, véritablement l'homme ne vit pas que de pain. De cette expérience, que certains d'entre vous ont aussi faite, il nous reste avant tout la conviction profonde que cela doit changer. Il faut, il est nécessaire que les activités de l'esprit soient accessibles à tous. Il faut, il est nécessaire que ce que l'on désigne en bloc sous le nom de Culture ne reste pas l'appannage d'une minorité. Cette minorité que vous connaissez bien, que l'on vous présente quelquefois comme une « élite », et qui n'est qu'une sélection opérée selon des concepts périmés découlant directement de la morale bourgeoise et religieuse.

L'individu « homme » doit pouvoir s'élever selon son désir et sa volonté et non pas naitre tout « élevé » dans une famille riche, comme cela se passe actuellement. L'individu « homme » doit être libre de travailler matériellement, si les études et les examens le rebutent, ou de travailler intellectuellement, s'il se sent capable de l'effort patient et obstiné qui est nécessaire, mais aux plus doués pour accéder aux diplômes et, de là, aux postes de direction et d'administration. Sans oublier, naturellement, l'acquisition de toutes sortes réclamées aujourd'hui dans tous les domaines.

Par contre, il ne faut pas, il est néfaste, que le choix de l'individu « homme » soit essentiellement déterminé par l'espoir d'un privilège quelconque.

Des privilèges, vous le savez, il en est beaucoup, dont le plus haïssable, le plus nocif, est celui de l'argent.

C'est d'abord celui-ci que nous voulons détruire.

Et quand je dis celui-ci, je veux dire le privilège de l'argent, et non l'argent lui-même. Du moins peut-il l'instant, car, immanquablement, et dans un avenir qui n'est peut-être pas très éloigné, nous assisterons à la disparition de la monnaie.

En attendant, tous nos efforts doivent tendre à essayer d'atténuer au maximum les effets néfastes découlant directement de la possession ou de la non-possession de billets de banque ou de carnets de chèques.

Par quel moyen, direz-vous? Et là je vous réponds tout de suite: Tout simplement par l'égalisation des traitements.

Voici donc ce que je viens vous proposer d'accord en cela avec toutes les organisations syndicales qui sont en train, en ce moment même, de remettre en marche tous les rouages essentiels dont dépend la vie économique du pays. Et cela en concordance absolue avec ceux de mes collègues qui, dans tous les établissements publics sont en train d'effectuer les mêmes démarches, et de faire part des mêmes propositions.

Ces propositions sont au nombre de deux. Les voici:

1° Rien n'est changé dans le fonctionnement et l'administration de la Bibliothèque Internationale.

2° La masse des salaires est divisée par le nombre total des ayant-droits, et, de ce fait, le traitement perçu sera le même pour tous.

S'il vous plaît, camarades, un peu de silence.

Je conçois parfaitement qu'une telle proposition, bouleversant toutes les idées reçues communément en matière de salaire, vous déconcerte, et qu'il ne se déclenche pas, autour de moi, une tempête d'applaudissements.

Pourtant, ceci n'est que la première étape, essentielle, il est vrai, et, sur la route qui mène au socialisme, nous croyons tous que rien de valable ne peut être fait sans cela. Mais nous sommes des libertaires, et nous n'avons pas la prétention de vous imposer quoi que ce soit sans votre assentiment. Vous décidez vous-mêmes en votant à bulletins secrets et à la majorité décida.

Nous n'avons pas non plus la prétention qu'une telle opération doive se faire à la hâte, et aussi, pour ainsi dire, à l'aveuglette. Tout doit être clair, et s'il en est parmi vous qui ont des renseignements à demander ou des objections à proposer, leur devoir est de venir auprès de moi et de parler sans aucune crainte d'aucune sorte.

Un peu de silence, s'il vous plaît. Qui désire parler? Ah, monsieur Monnet. « Vous n'êtes pas d'accord? »

Bien entendu, je ne suis pas d'accord, bien entendu. En tant que conservateur en chef, j'ai toutefois scrupule à défendre ma position. Mon traitement étant beaucoup plus élevé que la moyenne, il semblera peut-être, que je me place à un point de vue par trop égoïste. Je puis vous affirmer que ce n'est pas cela qui m'incite à parler, mais plutôt la conviction que votre initiative n'est pas conforme à la justice qui doit être à la base de toute société. D'où vient, en effet, que certains sont bien payés, d'autres moins bien, et d'autres, il faut le dire, de façon dérisoire?

D'abord, du fait que les premiers occupent des situations d'administra-

tion ou de direction importantes, réclamant une très bonne formation technique, et auxquelles sont attachées des notions de responsabilité que l'on ne doit pas minimiser. Pour accéder à ces situations, les personnes qui les occupent ont dû s'imposer de longues études, parfois assez fastidieuses, gravir tous les échelons de la hiérarchie, faire preuve de beaucoup de patience et de diplomatie, avant d'en arriver à s'imposer. J'estime que cela compte et qu'il est juste, alors, qu'elles en soient récompensées par un peu plus de bien-être. Et surtout débarrassées de certains soucis matériels assez déprimants, parfois. Ceci dit, je ne conteste pas que ceux qui sont au bas de l'échelle, tels les magasiniers, par exemple, sont honnêtement rémunérés et qu'un effort sérieux doit être fait en leur faveur.

— Voilà qui est net, monsieur Monnet. C'est exactement ce que j'attends de vous, car c'est bien là l'objection fondamentale toujours faite à nos idées, Monsieur Léur, vous avez levé la main, tout à l'heure.

— En effet, mais après l'exposé de monsieur Monnet, je ne puis que l'approuver entièrement. Personnellement, je ne suis encore que bibliothécaire, et, de ce fait, ma situation n'est pas aussi brillante que la sienne, mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer que mes études m'ont retenues jusqu'à l'âge de 24 ans, et que je n'ai pu les faire que grâce à la générosité de mes parents.

— Très bien, monsieur Léur, je vous remercie. Je crois qu'il est inutile d'insister de ce côté-là. Mais j'aimerais avoir l'avis de l'un de ceux qui sont au bas de l'échelle, les simples gardiens, ou magasiniers, comme l'on s'est plu à les qualifier l'année dernière, sans, pour autant, les gratifier d'un pouvoir d'achat plus décent. Qui se dévoue? Ah, Molinier!

Approche, et donne nous ton opinion. Mais vieux ça ne sera pas long. Je pense, et beaucoup comme moi, que ton truc c'est très bien, mais, d'ensemble, un peu prématuré. Naturellement, je ne suis, nous ne sommes pas contents, nous, ceux de la base. La vie ne cesse d'augmenter et nos salaires, déjà insuffisants, ne suivent cette augmentation que de très loin, et sans jamais en arriver à un niveau décent. Mais il faut tout de même considérer que les arguments développés tout à l'heure par monsieur Monnet et monsieur Léur sont parfaitement valables. Eux et leurs familles se sont imposés des sacrifices, et il est juste qu'ils en récoltent quelque chose. Ceci dit, il n'empêche que la hiérarchie peut et doit être éradiquée à notre avantage, sans qu'il en résulte aucun inconvénient pour eux. Voilà, j'ai terminé.

— Très bien, Molinier. De toi aussi, j'attendais exactement ce que tu viens de dire. En somme, vous êtes à peu près tous d'accord. Maintient le système actuel, sauf augmentation raisonnable de ceux de la base. Bon! Vous allez donc vous décider en votant.

Auparavant, permettez-moi, en quelques minutes, de vous faire part de quelques détails qui vous ont sans doute échappé.

Tout d'abord, en ce qui concerne monsieur Monnet, je tiens à faire remarquer que, s'il a pu faire de longues études, c'est d'abord grâce à la situation acquise par ses parents. Ce

que l'on peut considérer comme un privilège de la naissance, en premier lieu, et, ensuite, comme un privilège de l'argent. J'entends bien que, pensant de longues années, monsieur Monnet a travaillé et étudié, avant de recevoir le moindre salaire. Mais, toujours grâce à ses parents, il a vécu, et, sans doute, confortablement.

Né dans d'autres conditions, dans une famille d'ouvriers, par exemple, et doué de la même volonté, de la même intelligence, aurait-il pu arriver à la situation qu'il occupe aujourd'hui. Certainement pas. Dès l'âge de 13 ou 14 ans, il aurait quitté l'école pour l'atelier ou l'usine, et commencé cette vie sans espoir du prolétaire, qui peut se résumer ainsi: travailler, manger, dormir, et recommencer le lendemain. Peut-être sans se fatiguer les ménages, comme l'on dit (et encore!), mais en se fatiguant, oh combien, les muscles, les os, les nerfs et tout ce qui concerne sa constitution physique. Où est la différence? Travailler pour s'instruire et se cultiver, dans la discipline que l'on s'est choisie, c'est déjà un sort très enviable.

Travailler pour produire, avec le seul choix, qui permet la nécessité de vivre, quoi de plus détestable. Et pourtant, impartialement, qui est le plus utile à la société, celui qui produit du

nécessaire, c'est-à-dire des biens de consommation, ou celui qui produit du superflu? Car, quoique l'on puisse dire, il faut d'abord vivre, et ensuite philosopher.

Ces mêmes remarques s'appliquent naturellement à monsieur Léur, et, en général, à tous ceux qui sont ou tendent à accéder au sommet de l'échelle des salaires.

Pour ceux qui sont au bas de cette échelle, molinier, Molinier et nos autres collègues magasiniers, il ne fait pas de doute que l'injustice des rémunérations est flagrante. La seule différence, en ce qui me concerne, c'est que je pense que l'écrasement de la hiérarchie n'est qu'un leurre, vérifié par l'expérience, et qu'il faut se diriger vers autre chose. C'est-à-dire, vers l'égalité absolue des traitements. Pour beaucoup d'entre-vous d'ailleurs, cela est évident, mais vous pensez aussi que ce n'est pas le moment, que c'est encore trop tôt. Je vous contenterai, pour terminer, de me faire remarquer que cette formule terriblement usée, à toujours servi, jusqu'ici, à faire reculer indéfiniment la date de toute réforme de caractère nettement révolutionnaire, dans quelque domaine que ce soit, mais particulièrement dans le domaine social. Et c'est bien du domaine social qu'il s'agit ici.

# A propos de l'allocution prononcée à la Bibliothèque Internationale le 13 Juillet 1989

Un de mes amis, à qui je viens de montrer l'Allocution prononcée à la Bibliothèque Internationale, me fait cette remarque: « Vous voilà, vous, anarchistes, ennemis du Pouvoir, tout simplement en train d'user de ce Pouvoir, et, après avoir vitupéré contre lui pendant plus d'un demi-siècle, en devenir les tenants! En somme, vous ne vous comportez pas autrement que les autres! »

— Hé là! lui ai-je répondu, doucement, camarade, doucement! Tu as lu trop vite, tu as réagi trop vite, où vois-tu que nous avons en quoi ce soit usé du pouvoir?

Mais, d'abord, il faut bien comprendre que, lorsque nous parlons du pouvoir, il s'agit bien entendu du pouvoir politique. C'est-à-dire, en premier lieu, du pouvoir de gouverner, avec tout ce que cela comporte de complications matérielles. Et l'expérience, en effet, nous prouve que ce sont ces complications matérielles qui poussent, qui empêchent le pouvoir politique à s'immiscer dans d'autres domaines, où logiquement, il n'a rien à faire.

Ce qui l'amène, tout naturellement, et quels que soient celui ou ceux qui détiennent ce pouvoir, à s'occuper de tant de choses pour lesquelles il ne possède, manifestement, aucune compétence. L'on peut citer, pour mémoire, le domaine économique (agriculture, industrie, commerce, etc.), le domaine culturel ou artistique, et surtout le domaine du travail, dont, presque seuls, nous prétendons qu'il doit être essentiellement du ressort des travailleurs.

Ceci bien établi, où vois-tu qu'il y ait usage du pouvoir? Dans le cas

précis de la Bibliothèque Internationale, je ne fais pas autre chose qu'invoiter les travailleurs à se prononcer sur une très importante question concernant l'entreprise. Et ne font pas autre chose, non plus, les autres militants qui, ailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, agissent de la même façon.

D'autres, à notre place, ne manqueraient pas, certes, de décorer arbitrairement, et, aussi, de forcer la main aux intéressés. A court terme, cela peut-être beaucoup plus efficace, mais qui ne voit qu'une telle mesure, imposée, deviendrait vite impopulaire. Et nous tenons avant tout, nous libertaires, à ce que nos idées triomphent, si toutefois elles triomphent un jour, par la seule force de leur valeur humaine et de leur efficacité reconnue.

Au surplus, tu as peut-être oublié que nous préconisons, depuis toujours, de mettre au premier rang ce que l'on a coutume d'appeler l'administration des choses. C'est-à-dire l'organisation rationnelle de la production et de la distribution des produits de consommation. Ce qu'il ne peut être question de confier à des politiciens, il me semble.

Pour le reste, l'administration politique, peut-être serait-il sage de la confier... des administrateurs!

Mais c'est à une toute autre question. B.

# Réflexions de vacances

C'est la période des vacances, et il semble, à en croire l'inactivité des syndiqués des grandes centrales officielles, qu'il n'y a plus aucun problème qui se pose aux travailleurs. Tous semblent satisfaits de leur sort.

Les « Etats-major » des grandes centrales officielles préparent néanmoins la rentrée pour montrer qu'elles existent encore et la masse moutonnaire qui les suit d'un élan inconscient sera convoquée dès octobre aux « graves-études » et périodiques qui sont entrées dans les mœurs. Il s'agit en fait de congrès supplémentaires non-payés que les travailleurs récupèrent en faisant des heures supplémentaires.

On voit là toute la tactique que les exploités ont réussi à mettre au point avec la complicité des politiciens syndicaux officiels.

Il est grand temps que les travailleurs se ressaisissent et qu'ils comprennent qu'une réduction des heures de travail et qu'une augmentation du nombre de jours de congés seraient des victoires autrement importantes qu'une augmentation de 0,978 % ou de 1,437 % du SMIC.

La preuve a été faite depuis vingt ans que les augmentations de salaires n'apportent rien aux travailleurs. Aujourd'hui tous les efforts des vrais syndicalistes doivent être axés sur ces revendications essentielles, que sont: l'application de la semaine de 30 heures; deux mois de congés (un mois en été et un en hiver), et la retraite à 50 ans pour tous.

Avec l'accroissement de la population, avec le modernisme, ces revendications n'ont rien d'utopique; elles sont parfaitement réalisables. Avec nous, venez combattre dans ce but.

R. J. SOURIAN



Le Gerant responsable

J. SORIANO

Imprimerie des Gondoles  
4 et 6, rue Chevreul  
Choisy-le-Roi (Seine)

# Décentralisation

(Suite de la page 1.)

con rationnelle, c'est-à-dire de façon à ce que la destruction des déchets ne soit pas une plaisanterie.

Faire de même pour les usines alimentaires, qui seraient, autant que possible, installées dans les régions productrices de légumes, fruits ou céréales.

Enfin, réorganiser les services des transports, des postes et de la volerie, afin qu'ils ne puissent pas être utilisés comme miroir aux alouettes en attirant les provinciaux dans la capitale.

Enfin, supprimer la plupart des hôpitaux moyennement ou déshonorés Paris, et les reconstruire dans les banlieues agréables, les entourer d'espaces verts, et loger et rémunérer décentement le personnel.

Et ce ne serait là, évidemment, que l'essentiel. Il y aurait lieu d'envisager, des mesures analogues en ce qui concerne l'Université, les grandes écoles, certains musées, certaines bibliothèques, etc.

Mais alors, ne manqueraient pas de dire les esprits... disons conservateurs, Paris ne serait plus Paris?

Mais si, il resterait encore tant de choses agréables, et qui ne le seraient que plus, dans une ville propre, calme et non empuantée, où l'on pourrait flâner et se promener sans être à chaque instant menacé d'écrasement ou de boucalsade.

Et puis, même si Paris n'était plus Paris, c'est-à-dire le Paris historique et sans que nous connaissions et que tant de gens ont connu autrefois, quel mal y aurait-il?

C'est vers l'avenir qu'il faut regarder, et non dans ce passé tumultueux et sanglant dont on a tort de croire qu'il est nécessaire de s'en inspirer pour des raisons qu'on prétend hautement respectables!

Ceci dit, qui ne voit les avantages immédiats que l'on récolterait de la création d'une cité administrative, située à égale distance (autant que possible) de diverses frontières du pays? Là, les législateurs et les administra-

teurs pourraient légiférer et administrer en paix. En attendant de disparaître, on tout au moins de se transformer, dans le proche avenir qui verra la substitution d'une économie des besoins à cette économie des profits qui a fait son temps et qui, finalement, a démontré sa nocivité et son incapacité à résoudre les problèmes humains qui sont ceux de l'époque actuelle.

J'eus alors la stupéfaction d'entendre mon interlocuteur me dire: « Economie des besoins! Qu'est-ce que c'est encore que ça? Quelle naïveté était la mienne, de m'étonner ainsi! Ne sont-ils pas des millions, dans son cas? Ne sont-ils pas des millions incapables de lire autre chose que les faits divers ou la rubrique sportive? Ne sont-ils pas des millions volontairement ignorants de ce qui qu'on dit de leur existence? Et, en même temps, dans une certaine mesure, excusables, car quel est le journal quotidien, quelle est l'émission télévisée qui leur a jamais parlé d'un gouvernement des choses, d'une organisation à la fois plus juste et plus rationnelle des produits de consommation? Quel est le ministre, quel est l'orateur, à quelque parti qu'il appartienne, qui s'est jamais occupé d'en parler, du haut d'une tribune de cette organisation future? »

Et même, en ce qui nous concerne, nous, anarcho-syndicalistes, sommes-nous suffisamment éclairés sur la question?

A cette dernière question, il serait peut-être risqué de répondre par l'affirmative. Peut-être ne serait-il pas inutile de revenir là-dessus, et de ne pas se contenter de notions vagues et d'affirmations gratuites. Je vais y penser, pour ma part, tout en me disant que d'autres camarades pourraient en faire autant, et que nous pourrions ensemble faire, quelque chose de substantiel et de clair, propre à dissiper la confusion qui semble être de règle dans ces sortes de prévisions.

BLANQUET

J. CAPDEVILA

Pour notre

PROPAGANDE

Faites circuler les brochures de nos rédacteurs:

Gaston BRITEL

De la Mythologie Marxiste-Léniniste

La brochure: 2,75 F.

René VILLARD

Face au racisme et au néo-nazisme.

La brochure: 1 F.

Remise 30% pour la propagande.

«Le Combat Syndicaliste»

Service de Propagande

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)

COP-Soriano- 14.103.62 Paris.

# Bajo el yugo y las flechas

# ANTENA

## LA ENSEÑANZA PRIMARIA

**E**n «Ya» del 15 de mayo pasado, leímos que un nuevo proyecto de reformas de la educación andaba entre el gobierno español y eso que dieron en llamar Cortes.

Dicho proyecto, y según el comentarista del referido periódico, abarcaba una serie de retocados, rectificaciones y enmiendas, que si en su conjunto perfecciona el vigente cuerpo legal de 1945, no significan alteración ni modificaciones en su estructura.

Porque, y siempre siguiendo la argumentación del articulista, aquellas disposiciones de 1945 que estipulaban la escolaridad obligatoria hasta los catorce años no fueron nunca aplicadas porque «los preceptos quedaron consignados tan solo en el papel, ya que ni se crearon las escuelas necesarias para aplicarlos ni se dictaron las sanciones y responsabilidades pertinentes.»

Dicha confesión no es óbice para que en otro párrafo del mismo trabajo se diga: «... ello viene a subrayar que incluso la legislación más acertada se desgasta en el transcurso de los años.»

Y colofón a esta pobre imagen, la confesión que en otro lugar del mismo periódico se publica como reflexión de la Federación católica de maestros españoles, que en otro lastimero y lloroso decía: «Es un hecho

que más del 80 por 100 de los niños españoles no conocerán otra enseñanza aparte de la de la familia y de la Iglesia, que la que le proporciona la escuela primaria y el maestro.»

Triste resumen y balance de cuentas de la pedagogía franquista.

Exaltación de nuevos proyectos que no son sino retoques de una ley vieja de veinte años que se desgastó al paso de los años sin haber sido aplicada.

Ni se crearon escuelas, ni se dictaron sanciones y responsabilidades por el incumplimiento de las disposiciones oficiales.

Lamentable situación de la enseñanza que sólo permitió el paso a instrucción secundaria y media al 20 por 100 de los niños españoles.

Aceptación rebañada del hecho consumado, que la sumisión organizada hizo ley de costumbre.

Durante veinte años, las disposiciones concernientes a la formación de nuevas generaciones, fueron papel mojado, sin levantar la inquietud de nadie.

Alzaronse rascacielos, pulularon los pabellones destinados a la holganza de los turistas extranjeros.

La especulación inmobiliaria hizo ricos a gentes de adentro y de afuera de nuestras fronteras.

Pero no hubo tiempo, ni dinero, ni aun preocupación por la construcción de escuelas.

Ni hubo inquietud alguna que se alzara ante la incompetencia y mala

fe de los actores de la farsa política, que dejara en tal estado de abandono a la infancia.

Sacrosantos, dirigentes del franquismo que pasaron del totalitarismo nazi a la «democracia orgánica» y de ésta a la pseudo liberalización... a todo lo posible y lo imposible y que al correr voluble de sus galanteos con unos y otros, no pensaron que esos niños a los que despreciaban en la soberbia de las alturas, eran las generaciones del mañana.

O que quizá pensarán, que a mayor ignorancia, mayores posibilidades de supervivencia del absurdo político que representan.

Treinta años de «paz». Con menos, los países de Europa alzarían cabeza y ese régimen que se pretende guía de las «auténticas democracias» reconoce que no hicieron nada en el terreno de la Educación.

Y a recomenzan tocan. Borrón y cuenta nueva: Con la confesión de la insuficiencia, cesa el pecoso.

Buenos y vanos propósitos para nuevos periodos. Después de todo, cuantos más ignorantes, más toreros y más emigrantes... más dinero.

Dinero... divisas... ¡Muera la inteligencia!, que dijera Millán Astray.

Pero hay un hecho evidente: Al fin y al cabo de treinta años, se acepta por bueno lo rechazado entonces.

Nada ni nadie, sin embargo, hablará en la España de mentiras en que viven, de la responsabilidad criminal en que incurrieron dejando así en estado de paralización una de las actividades fundamentales de la vida de los pueblos.

«De qué sirven ditirámicos discursos, miríficas promesas, rimbombantes exaltaciones de las «realizaciones» del régimen?»

Charanga y banderolas tras de las que escondieron la triste verdad de su táctica de inercia, de su inoperancia como método, de su criminal desinterés hacia el aspecto educativo.

Pero si nadie pide hoy responsabilidades a quienes viven tranquilos en la impunidad presente, el pueblo español, sufrido, pero no resignado, toma nota, registra y espera la hora en que la verdad pueda oírse.

Y, ¡ay, entonces, de la resonancia que puedan tener las voces de esas generaciones que sufrieron de la insolente impunidad de hoy!

JOSE MUÑOZ CONGOST

## II

### NEUEVA FORMACION PARA LOS MAESTROS NACIONALES

En la nueva línea de supervivencia política y adaptación circunstancialista que caracteriza al régimen, los prohombres del evolucionario y camaleónico sistema han hecho un descubrimiento sensacional: Hay que perfeccionar la formación de los maestros.

Aun y sin tener a mano las disposiciones oficiales al respecto, los comentaristas de la prensa española nos dejan entrever los aspectos fundamentales de la reforma, que parecen ser:

Posesión del bachillerato superior, régimen de curso-oposición de entrada a las Escuelas Normales, formación estrictamente profesional en las mismas... y sistema de coeducación en éstas.

En concreción, puesta en práctica de lo que fue el Plan profesional que creara la legislación republicana y que las fuerzas triunfantes de la Cruzada se precipitaron en anular en 1939 por considerarlo, seguramente, inapropiado para su visión pedagógica de aquel entonces.

Sin ir más lejos, y aun cuando personalmente consideremos que el citado Plan adolecía de insuficiencias que en su tiempo comentáramos, la adaptación actual es flagrante confesión de incapacidad.

Se hizo entonces una marcha atrás precipitada, de inspiración cavernícola y vindictiva retornando a sistemas netamente caducos.

Durante treinta años, la formación pedagógica de los maestros españoles se mantuvo en el nivel de la triste legislación de tiempos de la monarquía, en estancamiento de vergüenza, a que se acomodó sobre todo la Iglesia que aseguraba así la supremacía de sus centros de enseñanzas catequistas.

Años que se perdieron de manera lamentable para venir al cabo de ellos a aceptar como bueno lo que rechazaron, cuando aquello se encuentra hoy sobrepasado por nuevas conclusiones, por nuevos métodos, por la simple evolución.

Pero ello forma parte de esa «evolución» retardada que simboliza su nueva política.

Podrán decirnos que su nuevo Plan de formación nada tiene que ver con el Plan a que nos referimos:

La inspiración es la misma. Que no reconozcan el fallo y la incapacidad de una acción que busca hoy balbuceantes rectificaciones, es normal.

Lo anormal sería que las jerarquías del régimen reconocieran públicamente errores.

# Comentarios al Libro Blanco de Cataluña

(Véase nuestro número 359.)

Como se ha dicho, el citado libro no nos hubiéramos ocupado si en él no se dejaron mal parados los valores catalanes que pudéramos llamar liberales, y si no se atacara con torpe lenguaje el valor libertario que representa la C.N.T.

Sobre el historial de la C.N.T., sus hombres y su obra, dice el señor Serra Moret: «... la corriente anarquista que recorrió el centro y el sur de Europa a fines del siglo pasado, con su escuela demagógica y atentados contra personajes políticos, penetró en Cataluña y arraigó de tal manera, que cuando ya se había extinguido en todas partes, en Cataluña gozaba del apoyo de las masas y producía estragos en la vida social y económica del país. Anselmo Lorenzo, figura austera y ejemplar, y a Seguí el creador de la mística sindical anarquista, y en ninguna parte como en Cataluña se ha hecho una práctica más tenaz de la «acción directa» y la «revolución permanente».

«La primera huelga general de carácter revolucionario que se produjo en 1903, tuvo consecuencias desastrosas para los trabajadores. Pero el mito prevaleció y el ensayo de huelga general se repitió en 1909, 1917 y 1918 con tumultuosos callejeros y buen número de víctimas. Estos movimientos carecían de dirección y los agentes provocadores del gobierno central los convertía en motines de fácil represión. Desde 1919 mandaron otros atentados personales y el bandillaje, dando pretexto a las autoridades y a los patronos para la creación de los «sindicatos libres», simple réplica a los grupos de pistoleros de la Federación Anarquista Ibérica, y por eso de cuatro años prevaleció en Cataluña el régimen de selva, sin otro resultado que acumular víctimas y justificar entre los pusilánimes la proclamación de una dictadura militar, cuya sola presencia puso fin a la miserable tragedia.»

De los numerosos atentados y asesinatos, el señor Serra sólo cita el que fue víctima Salvador Seguí, «a quien principalmente se debía la transformación de los sindicatos de oficio en sindicatos de industria». Dice a continuación que los trabajadores fueron incapaces de crear ateneos, escuelas, cooperativas, etc.

El señor M. Serra Moret, antes de escribir lo que antecede, debió darse cuenta que para desfigurar la verdad sobre cosas vividas se precisa alguna inteligencia para no ponerse en tela de juicio con sus contradicciones. Reconoce a Anselmo Lorenzo como figura austera y ejemplar, y a Seguí su capacidad organizadora. Pero, ¿a qué quedan reducidas la austeridad de Lorenzo y la capacidad organizadora de Seguí y otros muchos que se podría citar, si organizaron un movimiento de maleantes provocadores de huelgas, que tenían resultados desastrosos para los trabajadores?»

En un movimiento que se esfuerza por sacar a la humanidad del actual sistema de explotación y tiranía abriendo nuevos rumbos, los equívocos tienen una explicación. Pero no así los que calculadamente comete la gente de «orden» sosteniendo el actual sistema de esclavitud que ocasiona sufrimientos sin fin, y por rivalidades de predominio provoca guerras que ocasionan víctimas por centenares de miles.

Para negar la razón de ser del movimiento obrero, se dice en el citado libro, que los mejores salarios en Cataluña se deben a su desarrollo industrial, a lo que cabe contestar que en presencia de la realidad viviente, los mejores salarios, aun en los países de mayores riquezas naturales y el más grande desarrollo industrial, se conquistaron con las luchas del movimiento obrero y se mantienen donde son defendidos con una lucha permanente.

En cuanto a la escuela demagógica que nos cuelega el señor Serra, se le puede demostrar que no corresponde a este movimiento de influencia anarquista que consiguió con sus luchas mejoras considerables. La demagogia es obra de los eclesiásticos que llevan siglos prometiendo paraísos que nadie encuentra, y de los políticos que llevan decenios prometiendo a los pueblos mejoras que no se cumplen.

También dice que el movimiento en Cataluña carecía de dirección, a lo que cabe contestar de que el movimiento obrero en Cataluña y más allá de ella, carece de la dirección de los eclesiásticos y de los políticos y líderes obreristas en la medida que los trabajadores adquieren capacidad para orientarse por sí mismos. Y esta es una de las mayores virtudes logradas por los trabajadores, que tanto contarían al señor Serra, porque si los trabajadores adquirieran todos capacidad para orientarse, los millones de líderes que se enriquecen de las cotizaciones y los chantajes que realizan con los movimientos sociales, tendrían que ganarse la vida en profesiones decentes.

Añade el señor Serra que la huelga general declarada el 1903 en Cataluña fue un desastre. Cabe contestar que para los que calculan en valor de los movimientos por el céntimo contante, la citada huelga y todos los movimientos con fines libertarios son desastres. Pero téngase en cuenta que los movimientos de finalidad libertaria no son movidos por espíritu de rapiña, fueren ni los franquistas ni calculados sus éxitos por la cantidad de líderes que adquieren buenas comodidades a costa del movimiento obrero. La huelga general declarada en 1902 (no en 1903), despertó el coraje para futuras huelgas a las que los trabajadores deben la conquista de las mejoras que disfrutan en Cataluña y más allá de Cataluña.

Falso que no hubiera preocupación por abrir ateneos, escuelas y cooperativas. En ésta como en otras actividades el movimiento estuvo lejos de hacer lo que eran sus propósitos, pero lo suficiente para desmentir las acusaciones del señor Serra. Y son muchos aún hoy los mortales que recuerdan la gran cantidad de publicaciones, entre ellas la mejor revista que salió en España, «Estudios» en la que se cultivaban todas las ramas del saber. Abrir ateneos y bibliotecas, fue una preocupación del movimiento en Cataluña y toda España. La escuela moderna, que tuvo repercusiones internacionales en todas las corrientes pedagógicas, único intento serio para cambiar la mentalidad del pueblo español. Y si su principal precursor, Francisco Ferrer, no fue conocido por el señor Serra, está aún en el recuerdo de mucha buena gente de España y más allá de España, y en Bélgica se le erigió un monumento público.

En cuanto al régimen de terror a partir de 1919 que el señor Serra atribuye a los pistoleros de la F.A.I., se impone aclarar que dicha federación recién se organizó en 1927. Entre los pistoleros mandados por el gobierno del centro, que crearon el régimen de la selva, se encuentran los generales Martínez Anido y Arlegui. Para dichos pistoleros el señor Serra no tiene una palabra de censura.

Sobre el papel que desempeñó en Cataluña la C.N.T. en la sublevación y la guerra, hay en el citado libro un juicio del señor Vicente Guarnier. Y aunque para este militar profesional lo más importante fue lo que se movió bajo la etiqueta oficial en la guerra civil, reconoce a la C.N.T. una importante cooperación, criterio que contrasta con la desastrosa obra que le atribuye el señor Serra Moret.

La libertad para el pueblo catalán y el resto de los humanos no pueden concebirse hombres con mentalidad de aves de corral. La libertad la concebimos en la medida que nos sobreponemos a las estrecheces regionalistas, nacionalistas, dogmas religiosos y políticos.

Las mejores disposiciones progresistas del pueblo catalán no niegan la existencia de corrientes reaccionarias asociadas con las demás corrientes reaccionarias de toda España. Y para luchar contra estas corrientes regresivas, los valores de aspiraciones libertarias no deben dividirse con regionalismos fronterizos, sino asociarse para contrarrestar las corrientes regresivas de Cataluña y de toda España.

«El muro de la vergüenza»

SAN SEBASTIAN (OPE).—En la España franquista cuando un ministro deja de serlo recibe como pago a sus buenos y leales servicios (al régimen, no al país), otro elevado puesto. Esta vez, el hasta hace poco ministro de Hacienda, don Mariano Navarro Rubio, ha recibido el nombramiento de gobernador del Banco de España. Y como es falangista, se le ha otorgado también la Gran Cruz de la Orden Imperial del Yugo y de las Flechas.

Su colega el ex ministro de Comercio, don Alberto Ullastres, ha sido nombrado «embajador de España en el Mercado Común».

«EL MURO DE LA VERGÜENZA»

SAN SEBASTIAN (OPE).—Las flechas de Mondragón se celebraron con mucha concurrencia. Pero se prohibió la salida de dos carrozas. Una representaba el Roble de Guernica, inclinado, pero sostenido por siete muchachos que representaban las siete regiones de Euzkadi. La otra, la villa de Vergara cercada por la fuerza pública con motivo de «Aberri Egina». Se leía en un cartel: «El muro de la vergüenza».

LA DIFÍCIL SITUACION DE LOS CAMPESINOS

MADRID (OPE).—«Una serie de tres campañas deficitarias —dice «A BC» en un editorial— sin más referencia favorable que la de 1963, han dado por resultado ese endeudamiento del campo a que se ha referido el señor Serrats y que ha pasado en cuatro años de 37.000 millones de pesetas a 67.000 millones, hallándose la participación máxima en ese incremento en el crédito oficial. Y ocurre esto a pesar de que es España el país que con mayor amplitud garantiza los precios de los productos del campo...»

«Las medidas adoptadas por el Gobierno franquista para poner fin al éxodo del campesinado español —dice el periódico parisiense «Combat»— no bastarán para detenerlo, ya que los salarios son pobres y los campesinos son los primeros en sufrir las consecuencias de la inflación (los precios han aumentado en un 18 por 100 en los doce meses últimos).

También serán ellos los primeros en pagar las consecuencias de las malas cosechas y de un sistema de distribución deficiente.»

Les queda el consuelo de perder el tiempo —decimos nosotros, es a saber— utilizar esos caudales heredados que tanto habían las autoridades franquistas cuando se producen manifestaciones de protesta públicas.

# El mitin de Toulouse

(Viene de la pág. 4.)

no se nos ama, porque se nos teme, visto cuanto significamos y la voluntad unánime de no ceder un solo paso en aquello que forma parte, cuerpo de la revolución misma, que se integra en nuestro pueblo, integrante de su alma misma.

Se nos trató, y se nos trata, de intrasigentes porque no podemos condicionar la acción conjunta del antifascismo español, a concesiones que hipotequen nuestra acción futura.

Porque no podemos hacer acto de acatamiento «a priori» a soluciones pobres de tendencia política, que no ataquen a fondo las raíces de la crisis ibérica.

Un edificio en ruinas se derriba y se construye otro en su lugar. No se afianza, porque el afianzarlo es prolongar indefinidamente su agonía. Y cuando se reconstruye, se dejan de lado los viejos materiales e incluso los viejos métodos de construcción y de utilización.

Por ello no renunciaremos a nada. Y al no querer renunciar a nada, sacrificaremos una vez si es preciso,

nuestra generación, la de nuestros hijos, pero no consentiremos que en pie las instituciones que permitan y faciliten el renovamiento periódico de esos levantamientos militantes, que se inscriben como plaga endémica en la historia de nuestro pueblo.

Comenzaremos a cero si es preciso. Partiendo del más simple de los sindicatos. Pero con nuestra personalidad, con aquello que es consustancial con nosotros mismos, garantizando la personalidad de una C.N.T. que, pese a las maniobras de dentro o de fuera, interesadas en neutralizarlas, no se negará nunca, como no se negó ayer.

Volveremos en la lucha por la liberación de nuestro pueblo todo nuestro esfuerzo y voluntad, pero sin ceder un ápice de las esencias que animan a la C.N.T., esencias que hoy, manos ocultas pretenden desvirtuar afirmando su presencia en organismos amorfos.

Porque esa voluntad tenaz, es la mejor garantía del proceso revolucionario, que sólo puede dar a nuestro pueblo las normas de convivencia digna que aspiramos.

## Ramón LIARTE

En nombre de la A.I.T., comienza dirigiendo un emocionado saludo de ésta al pueblo español oprimido.

Estamos aquí reunidos —dice— para proclamar sin reservas nuestra inquebrantable fidelidad a la causa de la libertad y del interés solidario y militante.

El 19 de julio de 1936; Hombres que se fueron, vidas segadas en flor, militantes de valía que desaparecieron... Historia y pensamiento, ¡la C.N.T. manda! ¡la C.N.T. es inmortal!

Crean los malos pastores que segando vidas, se podía matar la idea. Se amonaron los cadáveres para detener el progreso. Pero el pensamiento es revolucionario por naturaleza. Las ideas crecen. Cuando cae un educador, cien discípulos nacen.

La espada no arregló nunca nada. El que a hierro mata, a hierro muere.

La Revolución sigue su curso. Y en España no se puede ser un trabajador sin ser un revolucionario. No se es revolucionario sin conciencia libre. No se puede ser libre sin ser anarcosindicalista.

Se extiende después en una descripción de la situación española, para señalar en brillantes imágenes el cabalgar de las plutocracias sobre triste Rocinante al que castigaron con castigos en la cola, y condenaron a la inmortal Dulcinea a ser la criada risible de todas las ciudades europeas.

Por ello queremos la revolución de abajo arriba capaz de centrar al hombre en el proceso creador.

Hace referencia a las intervenciones que le precedieron y retraza de nuevo, con nuevos detalles, la estampa internacional de un mundo en ruinas.

Lucharemos por una Europa nueva, de pueblos libres, de comunas libres y de Federaciones de industrias.

Vuelve a referirse a nuestro pueblo para afirmar que contra la España de la Idea y del trabajo, se alzan los intereses bastardos del Estado. Vividos en época de renegados y vencidos. Pero nuestra idea germina. Se nos arrancaron los mejores brazos, nuestreras más firmes, los cerebros más esclarecidos, pero proseguimos porque la C.N.T. es fuente de ideas, de grandeza y de vida. La C.N.T. es España que no quiere perecer porque la C.N.T. sois vosotros.

Somos, dice, el socialismo libertario porque sin libertad no hay socialismo. Movimiento de autodidactas, tenaces y vivos, los herederos de un Salvochea, de un Anselmo Lorenzo, de un Seguí y un Ricardo Mella.

Somos carne y verbo de las capas humildes, generosas, grandes en su humildad. Nos defendemos contra el Estado, enemigo de la sociedad.

Continúa la descripción del cuadro sombrío de las hegemonías internacionales y acusa al salazarismo y al franquismo del asesinato del general Delgado. Denuncia las maniobras de las pretendidas oposiciones al franquismo, de esos movimientos de tipo cristiano y laborista que pretenden desvirtuar las ansias de libertad del pueblo español.

Y hace un vibrante llamamiento a la acción vigilante de la militancia, antes las maniobras que tienden a querer envolver el nombre de la C.N.T. en las turbas maquinaciones del C.I.A. y de los sindicalismos amorfos americanos, al servicio del imperialismo yanqui.

Pone al descubierto la personalidad de la A.S.O. (Alianza Sindical Obrera), creada con el objeto de hacer desaparecer las organizaciones del socialismo español. Pero nosotros no podemos servir a dos amos. ¡Es que San Pablo y Anselmo Lorenzo, Loyola y Kropotkin, Mola y Bakunin, pueden ser lo mismo?

Se nos acusa de extremistas y no queremos los extremos. Queremos abrazarlo todo. Somos soñadores, sencillos. Queremos la Revolución generosa, pero no temporizaremos nunca con la traición.

No queremos la herencia de los sindicatos de Falange. Tenemos cuanto nos hace falta para rehacernos en una España libre que la caída, en fin próximo, del franquismo nos permitirá ganar.

Llama después a la solidaridad militante y a la responsabilidad de todos en vistas al próximo congreso, y termina en evocación de unas palabras de Machado sobre España.

## CONFERENCIA EN BEZIERS

Se pone en conocimiento de todos los compañeros y simpatizantes que el día 15 de agosto, a las nueve y media de la mañana, tendrá lugar una conferencia a cargo del compañero FONTAURA, quien desarrollará el tema: «El problema social de España y del mundo ante la conciencia libertaria».

El acto tendrá lugar en la C.N.T.F., Caserne Saint-Jacques.

# LA NECESIDAD DEL MOMENTO SOCIAL y la renovación de las actividades progresivas

(Continuación)

Pero los resultados no son muy halagüeños. Una idea tan amplia, generosa y fértil como la de la vida social con máxima solidaridad y libertad —tal fue la intención inicial de los primeros socialistas, y tal es la de los anarquistas actuales— no puede desaparecer por la debilidad de quienes la han transformado en gubernamentalismo reformista; tampoco puede depender del éxito aleatorio y circunstancial de la acción violenta aunque ésta sea valerosa, porque la inercia de la hostilidad de la mayoría malogra el propósito; tampoco puede depender de la simpatía, en gran parte nominal, de las masas proletarias organizadas, con buena voluntad, pero poco penetradas de ideas. El error común a las cuatro grandes categorías de esfuerzo socialista —parlamentarismo, reformismo social, insurrección individual y colectiva, aspiración sindicalista —me parece ser el de poner en acción fuerzas poco poco desarrolladas —electores, obreros organizados— o bien contar en exceso con la adhesión de aquellas masas —el pueblo que se insurrecciona, los sindicatos que llevan hasta las últimas consecuencias, huelga general revolucionaria. En verdad, se ponen en juego masas desconocidas poco conscientes, a las cuales es difícil persuadir de que hagan cosa distinta que votar, cohibir, comprar ciertas publicaciones, etc. Los que están convencidos por la propaganda educativa, los que tienen personalidad propia como rebeldes y estudiosos, constituyen una minoría. Nosotros mismos estamos junto a formas nuevas, que bienvenidas sean, pero nos encontramos con que tales formas nuevas se ven tan aisladas como nosotros mismos frente a esa multitud anónima, evasiva, cambiante y caprichosa que es la masa popular, la cual contiene un contingente de elementos negativos que existen innegablemente en evidencia.

Hay en aquellos cuatro métodos, en todos ellos, una imperfección que salta a la vista. Si el pueblo no sigue a los revolucionarios, tampoco sigue a los reformistas. Vuelve la espalda a todos si eres un núcleo más prometedor y aprovechable. Todavía no piensa en obrar por sí mismo. Los enciclopedistas del siglo XVIII pen-

Por negar la razón de ser del movimiento obrero, se dice en el citado libro, que los mejores salarios en Cataluña se deben a su desarrollo industrial, a lo que cabe contestar que en presencia de la realidad viviente, los mejores salarios, aun en los países de mayores riquezas naturales y el más grande desarrollo industrial, se conquistaron con las luchas del movimiento obrero y se mantienen donde son defendidos con una lucha permanente.

En cuanto a la escuela demagógica que nos cuelega el señor Serra, se le puede demostrar que no corresponde a este movimiento de influencia anarquista que consiguió con sus luchas mejoras considerables. La demagogia es obra de los eclesiásticos que llevan siglos prometiendo paraísos que nadie encuentra, y de los políticos que llevan decenios prometiendo a los pueblos mejoras que no se cumplen.

En el domingo 15 de agosto a las 9 de la mañana se celebrará asamblea para informar de las tareas del Congreso.

PARADEROS

Se desearía saber el de Vicente Pérez Vidal, natural de Játiva (Valencia), de oficio agricultor y afiliado a la C.N.T. Dirigirse a José Ferrando Catalá, Avenue Balzac, Champigny-Marne (Seine).

Juan Molina desea saber el paradero de su sobrino José Fernández Molina, de la provincia de Málaga, que hace tres meses y medio se encuentra trabajando en Lyon en una empresa como encofrador. Quienes puedan dar noticias del mismo, tengan la bondad de dirigirse a Juan Molina, Plaza du Faral, número 5, Saint-Chely-d'Apcher (Lozère).

# Las obras y los días

(Viene de la pág. 4.)

sentación teatral, aun corriendo a cargo de excelentes artistas, como puede percibirse el extraordinario talento del dramaturgo, matizando con sutiles detalles psicológicos el modo de ser de cada personaje. Es leyendo la obra, valorada a base de copiosos datos documentales, como se percata uno de que el autor no quiso hacer las cosas a la ligera.

Puso Erwin Piscator a la primera edición de la obra un prólogo ensalzando las características del drama, la intención del joven dramaturgo. «Mi optimismo —decía— permanece lo suficiente fuerte para creer en la modificación de la historia del hombre, operada por el conocimiento, en una modificación apacible, y no antiespiritual, violenta, donde la evolución no está admitida más que como una evolución hacia la catástrofe.»

Pasarán los años, poco a poco irán surgiendo en el Arte y en la Literatura, nuevas modalidades. Pero es de creer que obras como «El Vicario» quedarán como fiel reflejo de una época en la que la brutal crueldad llegó al paroxismo, paralela a la criminal insensibilidad, al egoísmo y a la hipocresía.

En el domingo 15 de agosto a las 9 de la mañana se celebrará asamblea para informar de las tareas del Congreso.

PARADEROS

Se desearía saber el de Vicente Pérez Vidal, natural de Játiva (Valencia), de oficio agricultor y afiliado a la C.N.T. Dirigirse a José Ferrando Catalá, Avenue Balzac, Champigny-Marne (Seine).

Juan Molina desea saber el paradero de su sobrino José Fernández Molina, de la provincia de Málaga, que hace tres meses y medio se encuentra trabajando en Lyon en una empresa como encofrador. Quienes puedan dar noticias del mismo, tengan la bondad de dirigirse a Juan Molina, Plaza du Faral, número 5, Saint-Chely-d'Apcher (Lozère).

## F. L. de París

El domingo 15 de agosto a las 9 de la mañana se celebrará asamblea para informar de las tareas del Congreso.

PARADEROS

Se desearía saber el de Vicente Pérez Vidal, natural de Játiva (Valencia), de oficio agricultor y afiliado a la C.N.T. Dirigirse a José Ferrando Catalá, Avenue Balzac, Champigny-Marne (Seine).

Juan Molina desea saber el paradero de su sobrino José Fernández Molina, de la provincia de Málaga, que hace tres meses y medio se encuentra trabajando en Lyon en una empresa como encofrador. Quienes puedan dar noticias del mismo, tengan la bondad de dirigirse a Juan Molina, Plaza du Faral, número 5, Saint-Chely-d'Apcher (Lozère).

En la serie de novelas de V. Botta Pastor sobre la guerra y el exilio, acaba de publicarse

«Tal vez mañana»

Pueden efectuarse pedidos a nuestra Administración.

Max NEITLAU (Continuará.)

## Serafin FERNANDEZ

En la serie de novelas de V. Botta Pastor sobre la guerra y el exilio, acaba de publicarse

«Tal vez mañana»

Pueden efectuarse pedidos a nuestra Administración.

Max NEITLAU (Continuará.)

Christiane Etchalus debe comparecer dentro de poco ante un Consejo de guerra que se reunirá en Pamplona.

Entre los firmantes de la petición figuran Mme Colette Audry, Monsieur Claude Bourdet, el doctor Gustavo Bugatti, M. Jean Cassou, M. Guy Héraud, Mile Hélène de la Souchère.

SINGE SOCIAL  
39, rue de la Tour d'Auvergne  
Paris, IX - Tél. : TRU, 18-44  
Redaction et Administration  
BORIANO J.  
Pontenay-sous-Bois (Seine)  
C.O.P. 14.103-62 - Paris  
ABONNEMENTS  
Six mois : 13 F.  
Un an : 25 F.  
24, r. Ste-Marthe, Paris, X<sup>e</sup>  
Tél. BOT. 22-02  
Tél. Imprimerie : BEL, 27-73

# LECOMBAT

## SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL



GREGORIO QUINTANA

### NO HAY GUERRAS LIBERADORAS

En la actual complejidad internacional, las tituladas guerras de liberación son una burda mentira. No obstante, se mantiene en su torno la aureola de un mito y continúa recogiendo las simpatías de las multitudes impulsadas por un afán generoso. De poco sirve la experiencia del Congo, donde la «liberación» provocó terrible guerra interior atizada y dirigida por las fuerzas económicas que siguen determinando en toda la región africana, con tanto o mayor vigor que en el ayer cercano. Argelia aporta otro ejemplo probatorio, en lo que se sobreentiende como «liberación del yugo extranjero». Durante el periodo de Ben Bella y después de su caída, no se ve otra solución aparente que la ofrecida por el pacto con los antiguos colonizadores. Argelia depende de Francia hoy más que nunca. Todo su porvenir económico —y su «social» inmediato depende de la buena voluntad que prime en los tratados concernientes al petróleo y a las industrias semi-paralizadas por la carencia de materias primas y de técnicos. Ben Bella hubo de acudir a los técnicos aún inexperimentados de la R.A.U. y de Rumania, países que a su vez se hallan sometidos a la necesidad de apelar al apoyo de técnicos rusos o checos.

Indochina se «liberó» del colonialismo francés aprovechando la coyuntura de inestabilidad a que dio lugar la liquidación de los problemas dejados por la última guerra. Costó ríos de sangre a Indochina y a Francia. Pero la colonización se reestableció a renglón seguido ejercida en forma descaída por los Estados Unidos, bajo la velada intervención del Vaticano que jugó papel de consejero por boca del cardenal Spellman. La revista católica «Ramparts» hace saber a sus lectores de qué manera el cardenal Spellman logró influenciar a los jefes de Washington para que se favoreciera la designación de Ngo Dinh Diem a la presidencia del Vietnam... La guerra que se desarrolla en Vietnam se cubre también con las apariencias de «guerra de liberación». Los del Norte luchan para liberarse de la ocupación económica norteamericana, y para ello acuden al apoyo del bloque comunista. Los del Sur luchan contra los del Norte con el pretexto de liberarse de la influencia comunista. Pero se hallan dirigidos por los norteamericanos, quienes actúan allí como en país ocupado. Por su parte, los soldados norteamericanos acaban combatiendo, mueren o matan en Vietnam, sin defender la libertad de nadie, perdida en el gesto de su propia libertad y poniendo en peligro sus vidas. El 5 de agosto, «Le Monde» publica en su página 5 lo que traduce a continuación: «TAN-LOC, Agosto 4 (A. P.)—«Dios mío, jamás hubiera creído que esto fuera así» —dijo un joven soldado americano mirando al viejo campesino vietnamita tumbado en el suelo con el cuerpo acribillado de balas, la cabeza abierta, pero respirando aún. Su boca se abrió y se cerraba como para articular una palabra que no salía. «Se le mató y se le sacó de su miseria» —dijo otro. El viejo corría asustado a la vista de los militares que tiraron sobre él, tomándolo por un vietcong. En los dos meses que se encontraban allí, los soldados del 1<sup>er</sup> batallón del 4<sup>o</sup> regimiento habían visto ya varios aspectos de esta guerra. Al parecer, esta vez mataron a un ciudadano indeseado que ni siquiera estaba armado. «Esto no tiene sentido» —dijo uno de ellos—, no importa quien podía haberle capturado corriendo detrás de él.» Ah, sí, para que nos

llevara a una emboscada» —contestó otro. «No pensemos más —dijo un sargento—, la guerra es larga y tendremos a ver otras cosas desagradables.» «La predicción se realizó rápidamente. En el mismo día los soldados —todos ellos de una veintena de años— asistieron a otras escenas penosas. Un destacamento de milicias sud-vietnamitas acompañó a los soldados norteamericanos para ocuparse de todos los vietnamitas —enemigos o civiles— capturados en el curso de la operación. Su comportamiento era el habitual, pero chocó a los jóvenes «marinos». Se descubrió a dos «vietcongs» en un escondrijo. Uno de ellos estaba armado. Un oficial de las «marinas» interrogó a los dos prisioneros, que afirmaron que no eran «vietcongs» y que nada sabían del arma. «Los milicianos sud-vietnamitas, cada vez más nerviosos, comenzaron a pegar con una caña sobre la cabeza y las espaldas de los prisioneros. Los «marinos» intervinieron para sustraer los dos hombres a los milicianos, pero los ojos de los prisioneros no traspasaban pena ni emoción. «Finalmente los prisioneros fueron entregados a las tropas gubernamentales. Los milicianos les sacudieron unos minutos y les interrogaron separadamente. Les pegaron de nuevo y luego aplicaron la tortura del agua al que parecía predisuesto a «cantar». Le tumbaron en el suelo, le pusieron un trapo en la cara y le echaron agua en la boca. Al principio, el hombre soportaba el suplicio, pero era necesario respirar y para ello moverse, pero cuatro hombres le tenían aferrado. Finalmente, para salvarse del ahogo, habló y explicó dónde se hallaban escondidas las armas y sus compañeros. «En el curso de la operación, un soldado gubernamental incendió una casa con el techo de paja. No se podía saber si era o no la casa de un vietcong. Pero el fuego se extendió, quemando otras seis casas. «Yo no quiero saber cómo ocurrió, pero quiero que se le detenga —declaró un oficial a sus «marinos»—. «Todo esto ocasiona sufrimientos y justamente nosotros combatimos para que se termine.» Se habían hecho trece prisioneros. Un niño siguió a su padre en todo el camino que llegaba al aeródromo, donde esperaban los helicópteros para volver a Chu-Lai. Cuando su padre subió al aparato el chiquillo se retorció las manos y comenzó a gritar. Al oírle, uno de los «marinos» lanzó exasperado: «¿Es que no hay nadie que pueda hacer callar a ese niño...?»

Nada hay de nuevo en todo esto, que en suma es un pálido reflejo de lo que ocurre en las guerras de todos los tipos y que jamás liberarán al hombre. Aunque se titulen guerras de liberación. El Papa lanzó sendos discursos y proclamas por la paz. Pero el Vaticano interviene indirectamente en todos los litigios, pues no queda rincón del mundo donde no posea serios intereses económicos: tierras, minas, fábricas, sin contar templos y conventos. El Vaticano es una de las primeras potencias económicas internacionales. Johnson reinició en declaración de paz al mismo tiempo que firma decretos de movilización y órdenes de envío de tropas a todos los puntos neurálgicos en los que que Washington —y el Vaticano— controlan intereses financieros. Mao-Tse-Tung se toma el lujo de amenazar con su bomba, porque aún no posee China una influencia económica predominante, y nada tiene que perder. Se halla por ahora en la «lista de países «proletarios»». Rusia hace uso de mayor prudencia, atada por sus múltiples intereses y por el espíritu conservador que permite la salvaguarda de sus zonas de influencia.

### Desde Montpellier

Cuando el tren nos discurre por Lunel, dos decenas de años se nos adivinan de encima para introducirnos, claro que mentalmente, en estas viñas que inundan el departamento, con más vino que el que arrastra el río que le da nombre: el Hérault. Perdidos en la inmensidad verde, pampasulfada de cobre, hemos, como todo refugiado que se estime, hecho el «escazorlo», el labrado y la vendimia. Vinimos a comerle el pan a la Francia, mas también a regalarla con vino, salido de nuestros sudores.

Hace veinticuatro años que en Montpellier descendimos de un tren rural sin papel creditor en los bolsillos. Con daño posible en cada esquina, en cada acera, cae mal eso de hacerse el turista. Recuerdo que yo usaba gorra estratagica para camuflarme, si bien en Montpellier nadie me había visto jamás, con gorra o sin ella. Es bueno de considerar que los países hollados y abandonados por las suelas de nuestros zapatos, sin nuestra presencia existen igualmente. La persona es importante en sí misma, pero su transitoriedad no admite arrogancias que el tiempo determina vanas. Montpellier se ha superado, atildado, sin renunciar a sus características urbanas. La plaza de la Comedia y su paseo adyacente conservan su atractivo añejo, y junto con sus calles, anchas o torturadas, que de nuevo pisamos, parece desprender el aliento de fuga que en 1941 nos animaba a dar alcance a la ciudad de Marsella. Mas hoy todo está sosegado, y la señorial villa se nos ofrece.

Mejor dicho, nos la ofrecen. No el alcalde ni el prefecto, seguramente, aunque de sus despaños no hayan surgido dificultades. No la presentan y encomian los compañeros españoles montpellerinos, con ejemplar o amabilísima acogida. De ciento sesenta delegados, a veces con acompañamiento imprescindible, nadie quedará a dormir en las aceras o en los bancos de jardín público. El despliegue de compañeros montpellerinos ha producido ese ejemplo de organización que ha afectado a una serie de restaurantes, hoteles y servicios particulares y de comercio, siendo fuerza obligada, rendir homenaje a tanta atención, si no inesperada, por lo menos en amplitud imprevista. Y aún más: Cuantos inconvenientes han encontrado los delegados, sea en habitación o en deberes de condumio, con la celeridad del caso los han resuelto. Horroriza pensar lo mal que lo hubiésemos pasado los delegados, de haber confiado estos menesteres a la resolución del congreso.

La sala de actos nos ha parecido grande, y capaz de emisiones de alta tensión. Hay campos de deporte afeitados, y distancia prudential de las casas. Aunque los compañeros de aquí no hubieran conocido a Pestaña, no es peñaña lo que les ha faltado.

La sala mayor —puesta que hay otra al alcance y de apreciables dimensiones— aparece cubierta de saludos juveniles y otros, con ruego de acierto en las deliberaciones. «Sospechabais algo? No, porque saben, estos queridos pancartistas, que la C.N.T., sean quienes sean los que la representen, tarda en coger el compás, pero que cuando lo han cogido, no lo sueltan sino en la hora de cerrar, definitivamente. La puerta. Entonces son los saludos de despedida, cada cual con el bolso repleto de acuerdos y la cabeza llena de zumbidos. Mejor trabajar de faquin, que de delegado.

Silencio: la primera sesión empieza. El secretario siempre atento y calmo pese a las oposiciones y a los diagnósticos opacativos, saluda al congreso con palabras de tino y trazo medido. Es, este secretario, brasa y temple, reflexión y dominio. Como nunca se exaspera, puede contribuir a que nos exasperemos nosotros.

## El Congreso Intercontinental de la Confederación Nacional del Trabajo de España en el Exilio

cráteres abundantes y contrapuestos. Habiendo misiones heroicas, la de delegado en sosiego es una de ellas. La gestión general se aprueba, diríamos en principio. 141 opiniones de federaciones locales en pro, 26 en contra, 4 concedidas a la mayoría (con lo que el opinar queda malparado) y 7 abstenciones.

La representación indirecta de la FORA nos ha obsequiado con su entusiasta saludo. Inglaterra se ha afirmado con flema nada inglesa, Méjico nos ha estimulado con palabra melosa, pero llena de contenido, mientras los delegados de Caracas y Porto Alegre aparecían sin colorido local por haber perdido los clásicos sombrero y «callejón» de pájaros felices. En breves navegando por el Garona.

En el trasiego de los días hemos departido con amigos antiguos y nuevos, hemos tomado aire y fresco en parques y terrazas, y frecuentado comedores. Lo

primero para desintoxicar la se-sera y mejorar el sentimiento; lo segundo, para darle cuerda al reloj de la vida. Precisamente, en una ocasión afortunada, una actitud oportunista nos ha planado en la espaciosos y riente «Colonie des Vacances de Vianne», donde «les amis de l'école laïque» vous souhaitent la bienvenue, y donde nosotros les deseamos, de todo corazón, el más li-sonjero éxito en el cometido de su obra de preparación cultural, racional y humanista de la infancia.

Causa hondo placer, en esta colonia de niños, ser recibidos por un enjambre infantil que nos rodea el coche con exclamaciones y «¡aleluyas!» de pájaros felices. En estas condiciones, se entra al re-rectorio con traje espiritual de «bon enfant», con pelo gris unos, con la cispié munda otros, pero con ganas de ser servidos, o tratados, por esas amables muchachas francesas, como niños que una vez fuimos.

Mas este agrado es pasajero, compañeros, pues, la sala nos engulle de nuevo. ¿Para qué? Para sugerir cambios en el sistema de organización, que no son considerados; para dejar que los núcleos confederales sean constituidos por una o las federaciones locales que sean, según situaciones geográficas y número de compañeros y de localidades organizadas; para dejar a las regionales confederales de origen con alguna atribución más de las escasas que tenían, etc., cosas estas que enumeramos de corrido, pero en consumo de cinco sesiones bien movidas.

Y como el correo va a salir, suspendemos esta correspondencia sin embolsillar, empero, el bolígrafo.

chas francesas, como niños que una vez fuimos. Mas este agrado es pasajero, compañeros, pues, la sala nos engulle de nuevo. ¿Para qué? Para sugerir cambios en el sistema de organización, que no son considerados; para dejar que los núcleos confederales sean constituidos por una o las federaciones locales que sean, según situaciones geográficas y número de compañeros y de localidades organizadas; para dejar a las regionales confederales de origen con alguna atribución más de las escasas que tenían, etc., cosas estas que enumeramos de corrido, pero en consumo de cinco sesiones bien movidas.

Y como el correo va a salir, suspendemos esta correspondencia sin embolsillar, empero, el bolígrafo.

Corresponsal Ambulante

## LAS OBRAS Y LOS DIAS

por FONTAURA

### UN PAIS QUE NO LEE

Hay hechos tan ostensibles, problemas de tal volumen, que pretender eludirlos resulta punto menas que imposible. Es el caso del analfabetismo y de la incultura, predominantes hoy, en España. Que nosotros, los adversarios del régimen, lo digamos, es natural; incluso puede aducirse que exageramos la nota. ¡Ah, pero la cosa varia cuando una calamidad generalizada la confesión y lamentan quienes, en mayor o menor grado, están enquistados al régimen! Y es que el problema afecta directamente a la industria y mercado del libro: autores, editores y libreros.

El diario madrileño «A B C» viene publicando, desde hace algún tiempo, en su sección «Mirador Literario», diversas consultas y entrevistas. La coincidencia es tremenda! ¡Apenas si se lee! Ha dicho un editor que si tan sólo leyera un veinte por ciento de los aficionados al fútbol sería cosa de darse por satisfechos. Efectivamente, a los jerifaltes del régimen, como a los patibulos de la antigua Roma que a base de panem et circenses buscaban tener embutecidas a las masas laboriosas, así ellos esfuerzarse por dar el mayor auge a las representaciones de cine chabacano, al extraordinario incremento del fútbol y de las quinielas, y al desarrollo y frecuentación de los bares, con dispensio de aperitivos y contacto con mujeres, de vida galante.

He ahí, a este respecto, copiados de la revista «Insula», de Madrid, unos párrafos que no tienen desperdicio: «La única solución, por tanto, para que se lea en España es conseguir que el pueblo alcance ese nivel medio cultural que poseen otros países. Es decir, se trata —de nuevo hay que recordar la vieja historia, que debía estar más que superada— de educar al pueblo. Y no nos referimos con esta palabra sólo a las masas populares —sumidas en parte a una incultura total—, sino a la burguesía y a la pequeña burguesía, también en gran parte espiritualmente analfabeta. Hay, pues, que educar al pueblo e inculcarle, desde la infancia, el amor y el gusto por la lectura. El ejemplo de Francia, donde desde los diez o doce años los niños leen a los clásicos, y se acostumbra a leer y redactar, es decir, ingresan realmente en el mundo de las letras, es aleccionador. ¿Qué se hace en España por inculcar al pueblo ese amor por la lectura? Reconozcamos que muy poco al lado de lo que debería hacerse.»

Lo fundamental que en España debería hacerse lo sabemos nosotros, lo sabe «Insula», lo comprende perfectamente todo aquel que ve más allá de sus narices y nada tiene de común con los que chupan del régimen. Ahí está lo que no tiene vuelta de hoja: Primero echar al fascismo patas arriba; lo otro se conseguiría más fácilmente.

**LIBERTARIOS TRÁS UN TELON DE ACERO**  
En todas las latitudes las conmociones políticas, los bandazos represivos, han hecho estragos. Y, naturalmente, los más perjudicados no podía ser menos que fueran los anarquistas. El Estado, evidentemente, sea cual fuere su color, puede dar más o menos beligerancia a quienes, a la postre, no dejan de dar valor y considerar precisa la influencia estatal. Ya no es igual al respecto de todos cuantos estiman que todo Estado es pernicio-

so. De ahí que, particularmente en los países de influencia fascista o comunista, se haya tratado de perseguir y anular a los elementos de sentimientos acratas.

Del lejano Oriente, de la China sobre todo, antes de la hegemonía comunista, llegaban noticias en torno a las actividades de aquellos compañeros de raza amarilla. Estaba Lu-Chien-Bo que enviaba desde allí sus fantoscos crónicas, refiriendo etapas de lucha en pro del ideal; refería anhelos, ansias de contacto con los compañeros de Occidente. Mas llegó como un ciclón la represión. Y tras ella el largo silencio... No pocas veces hemos pensado con tristeza en nuestros hermanos en ideas: chinos, coreanos, japoneses. En cuanto a los nipones, concluida la última hecatombe bélica, tuvimos ocasión de saber que los compañeros que habían salido indemnes «trataban de rehacer sus cuadros de organización, pese a todas las dificultades. Incluso habían logrado hacer ediciones, siendo el veterano Taiji Yamara uno de los más constantes animadores.

De los demás, de los de la inmensa China no sabemos nada. A fines del pasado mes de mayo, «Freedom», de Londres, insertó una carta de un «estudiante chino, residente en aquel país. Su autor, como es de comprender, ocultaba su nombre con unas iniciales. Carta reciente dando pormenores del movimiento anarquista chino en la actualidad.

Pese a tener que desenvolverse en la clandestinidad; no obstante la acuada represión que hace haya muchos compañeros chinos en las cárceles, la acción libertaria se desenvuelve de un modo tenaz. Al parecer, hay dos organizaciones de tipo anarquista: «Bandera Negra», compuesta, a su mayor parte, de estudiantes, y «Hacia la Comuna Libre», integrada, en su mayoría, por disidentes del marxismo. Ambas organizaciones difunden las ideas de libertad y de justicia social entre los campesinos, quienes, dotados de ese espíritu comunitario, tendencia ancestral en ellos, como explicó Paul Gille en su opusculo «La Pensée Chinoise», deben, en gran parte, hacer caso omiso de la campaña de calumnias propagadas por los secuaces de Mao, el dictador.

Nos congratula, por lo que tiene de alentador, esta magnífica tenacidad de que dan prueba nuestros compañeros chinos. Si ellos se desenvuelven, si subsisten en tanto que organizada tendencia de oposición, frente a todo lo que han sufrido y sufren; frente al fanatismo comunista, es indudable que nos brindan ejemplo de cohesión y de perseverancia en la lucha a los anarquistas de Occidente.

**LA POLVAREDA TRÁS DEL VICARIO**  
Evidentemente, el impacto clavado en el seno de la Iglesia por la magnífica obra teatral «El Vicario», del joven escritor alemán Rolf Hochhuth, ha sido de consideración. De ahí que desde el estreno del drama, a fines de febrero de 1963, en el teatro Freie Volksbühne, del Berlín occidental, no haya cesado la pasión de la polémica suscitada.

Hojeando revistas, de acá y de allá, aún se encuentran artículos en donde se defiende o se ataca a las jerarquías eclesiásticas por su actuación durante la triste-etapa en los hornos crematorios nazistas enrojecida día y noche, quemando judíos de todas edades. Se dice que un profesor italiano, especializado en los te-

mas religiosos, ha publicado hace poco un grueso volumen tendiendo a aplicar una de cal y otra de arena, como suele decirse, en torno a la personalidad de Pio XII. Así así, como cortina de humo para dar aire de vaguedad, de imprecisión a la actuación del Papa.

Y es el caso que Hochhuth no quiso recargar las tintas con excesivo dramatismo, verbal de latiguillos al poner en escena a Pio XII. Es leyendo la obra como, mejor que en la representación...

(Pasa a la página 3.)

## Mitin aniversario del 19 de julio 1936 en Toulouse

**FLUENCIA** de asistentes. Más de cinco mil personas acudieron, una vez más, como todos los años, al acto conmemorativo del vigésimo sexto aniversario de la revolución española, organizado en Toulouse por el anarcosindicalismo español y la C.N.T. francesa.

Abrió el acto el compañero Turmo, de la VI Región de ésta, que después de dirigir unas palabras al público que llenaba la sala, pasó la palabra al secretario sindical de la sindical hermana.

**Joseph SORIANO**  
Comienza expresando la solidaridad efectiva para con la C.N.T. española, que sigue luchando a través de todos estos años por la libertad en la península, y por ende, por la libertad de todos los pueblos oprimidos. Ataca con términos exactos y con concisión la pretendida «liberalización» del régimen franquista y la complicidad de las democracias. Denuncia la aproximación de las autoridades francesas con Franco y la política de restricciones que se impone en el país a las manifestaciones de solidaridad hacia España oprimida. Señala, a través de su intervención, la defecación de las democracias en 1936 y la vergüenza de la No Intervención.

Dando lectura a un fragmento de una carta dirigida en aquel entonces a los compañeros franceses, por el cardenal Verdier, al primado de Toledo, pone de manifiesto la complicidad de la Internacional de la Iglesia, para con la sublevación. Refiriéndose más tarde a la situación general, dice que la C.N.T. francesa admite la necesidad de un frente común de los trabajadores, pero con exclusión de todos los que se sienten al servicio de nuestros enemigos. Continúa la lucha, dice, contra la internacional del capitalismo, la Iglesia, las castas privilegiadas y el Estado que frenan la evolución.

Lanza un llamamiento a la juventud, y reitera su testimonio de inquebrantable solidaridad hacia los hombres que prosiguen en la clandestinidad la lucha contra Franco, para terminar diciendo que la patria de cada uno es el lugar donde trabaja.

**José MUÑOZ CONGOST**  
Toma la palabra en nombre de la C.N.T. española, para evocar con calor y emoción el gesto impecable del pueblo español, que en 1936 supo oponer la barrera de sus pechos, en calles y plazas improvisando barricadas, frente al levantamiento militar de los pretorianos fascistas.

Ante la carencia de los poderes públicos, la presencia popular dio la más vibrante respuesta y repudio a quienes creyeron que su «militaridad» iba a terminar en pocas horas. Puntos y ciudades, barrios y calles respondieron sin vacilar ante el peligro y construyeron las barricadas, y tomaron los cuarteles, y la avalancha de pechos desnudos, alma popular, se alza en todos los rincones del país, y sin jefes, sin decretos, sin órdenes de movilización, ante el poder que rehuye responsabilidades e intenta pactar con la rebelión, los trabajadores organizan su defensa, como organizan más tarde la economía abandonada, ponen en marcha el espléndido aparato de la producción, que había de permitir esos tres años de lucha descarnada.

Veintinueve años más tarde, afirmamos, sin orgullo, pero con satisfacción inmensa, que nuestras experiencias sociales no fueron superadas. Nuestra presencia hoy aquí es la expresión viva de una fuerza, de una idea, de una comunión de espíritus, de una potencialidad latente de es-

comerciales, los que según confesión que, mientras millones de seres humanos sólo llegan a cubrir el déficit de todos los tipos y que jamás liberarán al hombre. Aunque se titulen guerras de liberación.

El Papa lanzó sendos discursos y proclamas por la paz. Pero el Vaticano interviene indirectamente en todos los litigios, pues no queda rincón del mundo donde no posea serios intereses económicos: tierras, minas, fábricas, sin contar templos y conventos. El Vaticano es una de las primeras potencias económicas internacionales. Johnson reinició en declaración de paz al mismo tiempo que firma decretos de movilización y órdenes de envío de tropas a todos los puntos neurálgicos en los que que Washington —y el Vaticano— controlan intereses financieros. Mao-Tse-Tung se toma el lujo de amenazar con su bomba, porque aún no posee China una influencia económica predominante, y nada tiene que perder. Se halla por ahora en la «lista de países «proletarios»». Rusia hace uso de mayor prudencia, atada por sus múltiples intereses y por el espíritu conservador que permite la salvaguarda de sus zonas de influencia.

He aquí, pues, en que punto nos encontramos. Después de veinticinco años de lucha, de exilio y de clandestinidad, nuestra presencia, proyección permanente de la gesta de 1936, es la prueba de que en todo momento se encontrará a la C.N.T. en su puesto porque cada militante es un cerebro, un hoyo y una voluntad al servicio de la Revolución.

Pero en momentos como el presente, es preciso lanzar la alerta que ponga en vigilancia constante a los hombres de la Confederación. Porque

**Chispas**  
De una hoja insolvente para personas solventes: «Haymarea». Que la haya. Lo que no hay es presidente para un micro.»

«El delegado de Montpellier tiene la palabra.» Barullo. Montpellier intenta, el congreso no calla. El presidente grita: «¡Callarse!». El delegado montpellerino, en el colmo del asombro, pregunta a la mesa: «¿He de callar yo?»

«Seguro, en cada uno de nosotros hay más humanidad que discursibilidad, habiendo mucho de esto.»

«Del viaje. El cierzo de París nos acompaña hasta Valencia, en español Valencia. Después aparece Orange, en términos nuestros, Naranja. Existe, por estos andurriales, ilustración ibérica.»

Y expresión meridional ruidosa, errada eficaz en la ciudad natal de Jaime I. Así y todo, esa recia figura histórica no despierta, por ser obra de picapedreros. «¿Picamos nosotros piedra, o hierro frío?»

«Dice un delegado, después de apuntar su turno oratorio: «Y ahora renuncio a la palabra.» Gracias.»

«El compañero Jesús toma apuntes de congreso perfilando siluetas, no condensado discursos que, dibujados, resultarían inextricables.»

«Dos delegados para presidir, apurados al «micro». Diálogo de cortesía.»

«Con la atmósfera de esta sala habida para edar un montipfer de 300 metros cúbicos de aire irresistible, anarquismo.»

«Las ideas son nobles. Por fortuna, los confederales somos «víctimas» de ellas.»

«Esto se agita, enturbia, reposa y clarifica. Los nervios se destienden, y reaparece la sonrisa.»

«Igual que aparece el sol al disolverse las nubes, al contorno de dos nombres evocadores: «Valence» y «Orange.»

«La vida es bella, a pesar de todo.»

«Gracias.»

«Gracias.»

«Gracias.»

CHISPERO